

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 17 MARS 1920

Projet de loi interdisant l'entrée des salles de spectacle cinématographique
aux mineurs âgés de moins de 16 ans ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR M. PIÉRARD.

MESSEURS,

On pourrait dire du cinématographe comme de la langue dont parlait Ésope : « qu'il est la meilleure et la pire des choses ». Bien rares, ceux qui ne prennent aucun plaisir aux spectacles populaires, d'un caractère sainement démocratique, que nous devons à la merveilleuse invention mise au point par le Français Lumière. Il y a une esthétique du cinéma : sa caractéristique principale, c'est cette rapidité, cette brusquerie propice aux raccourcis synthétiques, cette trépidation si bien d'accord avec la fièvre de notre temps. Et puis, à côté de certains films abominables — et trop nombreux, hélas ! — que le projet actuel veut atteindre, il en est d'admirables où se révèle un art réel. Je songe notamment à certaines productions italiennes, à un film allemand comme le *Solem* ou bien encore aux *Travailleurs de la mer* mis en scène ou plutôt projetés sur l'écran sous la régie d'André Antoine, d'après le roman de Hugo.

Le cinéma a créé, révélé de grands artistes, des mimes de premier ordre comme le japonais Hayakawa de *Forfaiture*, ou bien cet adorable Charley Chaplin, profondément humain et touchant comme certains personnages de

(1) Projet de loi, n° 142.

(2) La Section centrale, présidée par M. CARTON DE WIART, était composée de MM. HALLET, GALOPIN, HARMIGNIE, MABILLE, HUBIN et PIÉRARD.

Dickens, sous sa cocasserie inégalée, bienfaiteur de l'humanité, précieux antidote à la mauvaise humeur générale. N'oublions pas que le cinéma rassemble pour les historiens de demain des documents incomparables, qu'il a constitué le meilleur des archives de la grande guerre qui vient de bouleverser le vieux monde et qu'enfin, il réalise un merveilleux moyen d'éducation et de diffusion scientifique. Qu'on se souvienne des films « microbiologiques » de M. Comandon, de ceux que Shackleton a rapportés du pôle et disons-nous qu'on pourrait apprendre beaucoup de choses aux enfants de nos écoles avec le secours du cinéma, si l'on ne se contentait point de réserver à l'enseignement certains films médiocres, des « rossignols » en celluloïde.

*
* *

Nous avons cru bon de nous livrer tout d'abord à cette défense du cinéma pour bien faire comprendre qu'il ne peut entrer dans notre esprit de vouloir boycotter une des plus belles inventions de notre temps.

Aussi bien, le cinéma à donné naissance, dans certains pays, à une industrie considérable et sa vogue va sans cesse croissant. Il y avait en Angleterre en 1915 plus de cinq mille cinémas fréquentés chaque semaine par une trentaine de millions de spectateurs. La longueur totale des films déroulés chaque jour est estimée à 35,200 kilomètres. Chaque semaine on y fabrique 50,000 mètres de films nouveaux. En Belgique, en 1916, il y avait plus de 1,500 salles de cinéma. Nous sommes convaincus que ce chiffre s'est encore accru sensiblement.

Mais il y a le revers de la médaille. Cette vogue extraordinaire du cinéma ne va pas sans provoquer des abus dont le législateur, à bon droit, s'inquiète aujourd'hui. Tout récemment, en Angleterre, lord Shandow déclarait dans une réunion publique que le cinéma était un danger public, puisqu'aux jeunes esprits il suggérerait que c'est un amusement de voler et « qu'être immoral, c'est être pittoresque et attrayant ». Il y a toute une littérature du cinéma qu'on peut appeler l'École du crime, une ample série de films projetés surtout dans les quartiers populaires et qui sont une excitation perpétuelle au crime, au brigandage, au vol à main armée, aux entreprises scélérates les plus savamment préparées. Ce sont ces aventures de bandits ou de détectives, même si elles se terminent par le triomphe du juste ou du gendarme, ce sont ces sous-*Fantômas*, ces ersatz-*Judex*, ces *Ullus* et ces *Zigomars* de tout acabit, plus encore que certaines histoires vulgairement sensuelles que, croyons-nous, le projet de loi actuel veut atteindre.

*
* *

La Commission centrale de la Société belge de Pédotechnie a procédé en 1912 à une enquête sur ce qui s'est fait à l'étranger pour lutter contre les effets pernicioseux pour la jeunesse de certains spectacles cinématographiques. En Angleterre, en France, en Amérique, dans les pays scandinaves, au Por-

tugal, en Italie, en Suisse, en Hollande, en Allemagne, on est intervenu soit en établissant une censure spéciale de films, soit en édictant de simples mesures de police. Ne retenons que l'exemple hollandais : les municipalités, Outre-Moerdijk, ont les pouvoirs nécessaires pour intervenir. En outre, des commissions spéciales sont instituées pour l'examen des films réservés aux mineurs.

En Belgique, certains Conseils communaux (Anderlecht, Jette-Saint-Pierre) ont voté des règlements de police pour interdire la représentation, dans les cinémas, de scènes immorales. On nous assure que des jugements, rendus par le tribunal correctionnel de Mons, le 30 mai 1919, et par le tribunal de Charleroi, le 30 octobre 1919, auraient déclaré inconstitutionnels d'autres règlements communaux analogues. Il n'y a, dans l'arsenal de nos lois, qu'une loi fiscale de 1913, qui s'occupe spécialement des cinémas. Comme intervention du Ministère de la Justice, on ne cite qu'une circulaire, adressée aux procureurs généraux, sous la date du 19 mars 1913, appelant leur attention sur le caractère outrageant de certains spectacles cinématographiques. La nécessité d'une croisade et de mesures contre les « mauvais cinémas » a été examinée, pendant la guerre, par un Cercle d'études, dont faisait partie M. Paul-Émile Janson, qui prononça sur la question un discours intéressant. M. A. Soenens, juge d'appel des enfants, conclut à la nocivité de certains spectacles cinématographiques dans une note, datée de juillet 1917, sur « la plaie du cinéma au point de vue de la protection de l'enfance ». M. Charles Collard, substitut du procureur du Roi, à Bruxelles, a, plus récemment, consacré une étude très documentée à cette question : « Le cinématographe et la criminalité infantile. » (Bruxelles, V^e Larcier, éditeur, 1919.)

M. Émile Beco, gouverneur du Brabant, a, de son côté, examiné le problème, au point de vue juridique comme au point de vue moral, dans une autre brochure : « La croisade entreprise contre les mauvais cinémas pendant la guerre » (1919).

M. Hanrez déposa, le 8 juillet 1919, une proposition de loi tendant à soumettre tous les films à une censure. Le projet de loi actuel ne va pas jusque-là : c'est un simple projet qui vise à protéger l'enfance.

Néanmoins, certains membres de la Chambre, dans les avis qu'ils ont émis en section, ont crié au rétablissement de la censure. Nous croyons qu'il n'en est rien.

Les exploitants de cinémas invoquent, en outre, la liberté de réunion, la liberté du commerce et de l'industrie, pour combattre le projet. Ces arguments ne sont pas de nature, croyons-nous, à impressionner la Chambre actuelle. C'est au nom de la liberté du commerce et de l'industrie qu'on faisait travailler naguère les femmes et les enfants dans les mines. Ce travail est interdit par la loi aujourd'hui.

Il n'y a qu'une seule chose dont les exploitants de cinémas ne nous parlent guère ; la nocivité des films qui constituent ce que nous appelons plus haut l'École du crime. Or, c'est elle surtout que nous voulons atteindre. On dira peut-être que certaines publications populaires aux couvertures

violemment colorées peuvent être aussi funestes. Nous ne le croyons pas. Elles n'ont point le pouvoir de suggestion qu'à le film et n'agissent point sur autant d'esprits, si répandues qu'elles soient.

*
* * *

Des objections sérieuses ont été faites à certaines dispositions du projet. Celui-ci n'est acceptable que si l'État favorise efficacement l'organisation de cinémas spéciaux où les enfants pourront se rendre et où, pour reprendre une expression consacrée, la fille pourra conduire sa mère. La Section centrale a été d'avis qu'il fallait songer à des « spectacles de famille » plutôt qu'à des spectacles exclusivement réservés à la jeunesse.

Les cinémas qui ne montreront que des films documentaires, d'un caractère hautement éducatif ou esthétique, pourront bénéficier peut-être de la réduction de taxe prévue par l'article 2 de la loi frappant d'une taxe les spectacles et divertissements publics.

La Section centrale a été d'avis qu'à l'article premier, il fallait dire : « 16 ans *accomplis* » et que l'article 2 devrait être rédigé comme suit :

ART. 2.

« L'interdiction prononcée par l'article précédent ne s'applique pas aux établissements cinématographiques qui représentent exclusivement des films autorisés par la Commission prévue à l'article 3.

» Ces établissements seront annoncés au public comme organisant des spectacles de familles. »

A l'article 3, alinéa 2, la Section centrale propose de dire : « Elle se composera de cinq personnes, pères ou mères de famille, nommés par arrêté royal sur la proposition du Ministre de la Justice. »

Il conviendrait peut-être de recruter de préférence ces personnes parmi les artistes, les hommes de science ou d'enseignement, etc.

Pour la récidive, enfin (art. 4, alinéa 3), on propose de dire : « dans l'année précédente » au lieu de : « les deux années précédentes. »

Le Rapporteur,

LOUIS PIÉRARD.

Le Président,

H. CARTON DE WIART.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 17 MAART 1920.

Wetsontwerp waarbij aan minderjarigen beneden 16 jaar toegang tot de bioscoopzalen wordt ontzegd (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER PIÉRARD.

MIJNE HEEREN,

Van de kinematograaf zou men kunnen zeggen wat Esope van de tong zegt: « Dat zij het beste en het slechtste van alle dingen is. » Daar zijn er weinigen, die geen plezier vinden in de volksvertooningen, met een zoo gezond democratisch karakter, welke wij te danken hebben aan die prachtige uitvinding, door den Franschman Lumière verbeterd. Er bestaat eene esthetica van de kinema: haar hoofdkenmerk is de snelheid, de rapheid welke de synthetische verkortingen mogelijk maakt, die trilling welke zoo wel overeenstemt met de koortsigheid van onzen tijd. En dan, naast sommige afschuwelijke films — eilaas! al te talrijk — die het wetsontwerp wil treffen, bestaan er ook bewonderenswaardige, die een echte kunst verraden. Ik denk namelijk aan zekere Italiaansche films, aan een Duitschen film als de *Solem* of nog aan de *Travailleurs de la mer*, op tooneel gebracht of liever op het doek gebracht onder het bestuur van André Antoine, naar den roman van Hugo.

De kinema heeft groote artisten geschapen en in 't licht gesteld, gebarenspelers van eerste gehalte als de Japanees Hayakawa in *Forfaiture*, of wel dien bewonderenswaardigen Charley Chaplin, zoo menschelijk en zoo

(1) Wetsontwerp, n° 142.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer CARTON DE WIART, bestond uit de heeren HALLET, GALOPIN, HARMIGNIE, MABILLE, HUBIN en PIÉRARD.

treffend als zekere personages van Dickens, onder zijn ongeëvenaarde grappigheid, een weldoener van de menschheid, een kostbaar tegengift voor de algemeene slechte luim. Vergeten wij niet dat de kinema voor de geschiedschrijvers der toekomst onschatbare documenten verzamelt, dat zij het beste deel uitmaakt van de archieven van den grooten Oorlog die de oude wereld heeft in beroering gebracht, en ten slotte, dat zij het beste middel aan de hand doet voor de opvoeding en voor de verspreiding der wetenschap. Men denke aan de microbiologische films van den heer Comandon, aan deze die Shackleton van de pool heeft medegebracht, en laten wij zeggen dat men, met behulp van de kinema vele dingen aan de schoolkinderen zou kunnen leeren, zoo men er wilde van afzien voor het onderwijs sommige minderwaardige, onbenullige films in celluloid te gebruiken.

*
* *

Wij meenden deze verdediging van de kinema eerst en vooral te moeten voordragen om goed te doen verstaan dat het in onzen geest niet opkomt, een der schoonste uitvindingen van onzen tijd te willen boycotten.

Ook heeft de kinema in sommige landen een aanzienlijke nijverheid in 't leven geroepen en haar bijval neemt steeds meer toe. In 1915 waren er in Engeland meer dan vijf duizend kinemas welke, iedere week, door een dertigtal miljoen toeschouwers bezocht werden. De geheele lengte van de films, die elken dag ontrold worden, wordt op 35,200 kilometer geraamd. Elke week vervaardigt men er 50,000 meter nieuwe films. In 1916 waren er in België meer dan 1,500 kinemazalen. Wij zijn er van overtuigd dat dit cijfer nog aanzienlijk is toegenomen.

Doch de medaile heeft hare keerzijde. Deze buitengenwone bijval van de kinema is niet vrij te pleiten van misbruiken, waarover de wetgever zich terecht begint ongerust te maken. In Engeland verklaarde Lord Shandow zeer onlangs, in eene openbare vergadering, dat de kinema een openbaar gevaar is, daar zij de jeugdige geesten wijsmaakt dat het een vermaak is te stelen en « dat men typisch en aantrekkelijk is door onzedelijk te zijn ». Er bestaat een gansche kinemalitteratuur, welke men de School der misdaad kan heeten, een veelomvattende reeks films, welke vooral in de volkswijken op het doek worden geworpen en een aanhoudende aanhitsing zijn tot de misdaad, tot de dieverij, tot diefstal gewapenderhand, tot de meest sluw voorbereide schurkachtige ondernemingen. Het zijn die avonturen van roovers of van detectieven, zelfs als zij eindigen met de zegepraal van den rechtvaardige of van den gendarm, het zijn die onder-*Fantômas*, die ersatz-*Judezen*, die *Ultussen* en die *Zigomars* van alle slag, meer nog dan sommige plat-zinnelijke histories welke het onderhavig wetsontwerp, volgens ons, wil treffen.

*
* *

De Hoofdde commissie van de Belgische Paedotechnische Maatschappij heeft in 1912 een onderzoek ingesteld over wat in 't buitenland werd gedaan om in te gaan tegen de noodlottige gevolgen van sommige kinemaver-

tooningen voor de jeugd. In Engeland, in Frankrijk, in Amerika, in de Scandinavische landen, in Portugal, in Italië, in Zwitserland, in Holland, in Duitschland, is men opgetreden hetzij door middel van eene bijzondere filmcensuur, hetzij door middel van eenvoudige politiemaatregelen. Blijven wij bij het voorbeeld van Holland : de gemeenteraden van over den Moerdijk bezitten de vereischte bevoegdheden om op te treden. Daarenboven zijn bijzondere commissiën ingesteld tot onderzoek van de films welke voor de minderjarigen zijn bestemd.

In België hebben sommige gemeenteraden (Anderlecht, Sint-Pieters-Jette), politiereglementen ingevoerd om onzedelijke vertooningen in de kinema's te verbieden. Volgens ons wordt verzekerd, zouden, naar luid van vonnissen uitgesproken, den 30ⁿ Mei 1919, door de boetstraffelijke rechtbank te Bergen en, den 30ⁿ Mei 1919, door de rechtbank te Charleroi, andere dergelijke gemeentereglementen ongrondwettelijk zijn verklaard. In onze wetten bestaat slechts ééne, namelijk eene fiscale wet van 1913, welke zich inzonderheid met de kinema's bezighoudt. Als tusschenkomst vanwege het Ministerie van Justitie wordt slechts gewag gemaakt van een omzendbrief, den 19ⁿ Maart 1913 tot de procureurs-generaal gericht en waarbij hunne aandacht wordt gevestigd op den kwetsenden aard van sommige kinemavertooningen. Tijdens den oorlog werd de noodzakelijkheid van een strijd en van maatregelen tegen de « slechte kinema's » onderzocht door een studiekring, waaraan de heer P.-E. Janson deel uitmaakte; deze hield eene belangwekkende rede over het vraagstuk. De heer A. Soenens, kinderrechter bij het Hof van Beroep, besluit tot de schadelijkheid van sommige kinemavertooningen in een nota van Juli 1917 over « de kwaal van de kinema met het oog op de kinderbescherming ». Ook de heer Charles Collard, substitut van den procureur des Konings te Brussel, heeft onlangs eene zeer zaakrijke studie aan dit vraagstuk gewijd : « Le cinématographe et la criminalité enfantine. » (Brussel, W^e Larcier, uitgever, 1919).

Zijnerzijds heeft de heer Beco, gouverneur van Brabant, het vraagstuk in juridisch en in zedelijk opzicht onderzocht in een ander vlugschrift : « La croisade entreprise contre les mauvais cinémas pendant la guerre » (1919).

Op 8 Juli 1919 diende de heer Hanrez een wetsvoorstel in ten einde al de films aan een censuur te onderwerpen. Tot daartoe strekt ons wetsontwerp niet : het bedoelt eenvoudig de bescherming der kinderen.

Niettemin hebben sommige Kamerleden, in hunne ter afdeeling uitgebrachte meening, beweerd dat dit de wederinvoering was van de censuur. Wij meenen dat er niets van is.

Zij, die kinema's in bedrijf nemen, beroepen zich daarenboven, om het ontwerp te bestrijden, op de vrijheid van den handel en van de nijverheid. Deze gronden zijn, onzes dunks, niet geschikt om indruk op deze Kamer te maken. Het was namens de vrijheid van den handel en van de nijverheid, dat men eertijds de vrouwen en de kinderen in de mijnen deed arbeiden. Thans is die arbeid door de wet verboden.

Van eene enkele zaak gewagen de ondernemers van kinema's weinig of niets, namenlijk van de schadelijkheid der kinema's welke vormen, wat wij hooger de School der misdaad noemen. Nu, dat juist willen wij treffen. Wellicht zal men ons antwoorden dat sommige volksuitgaven met sterk gekleurden omslag even zoo schadelijk kunnen zijn. Wij meenen het niet. Zij bezitten de macht van suggestie niet, welke de film bezit en, hoe verspreid zij ook wezen, treffen zij niet een even groot getal geesten.

*
* * *

Ernstige bezwaren werden tegen sommige bepalingen van het ontwerp aangevoerd. Alleen dan is het aan te nemen, wanneer de Staat op doeltreffende wijze de inrichting van bijzondere kinema's begunstigt, waar de kinderen kunnen naartoe gaan, en, om eene geijkte uitdrukking te gebruiken, waar de dochter met hare moeder komen kan. De Middenafdeeling was van meening, dat er diende te worden gedacht veeleer aan « familievertooningen » dan aan vertooningen welke uitsluitend aan de jeugd zijn voorbehouden.

De kinema's die slechts films van hoog opvoedkundigen of esthetischen aard zullen voorstellen, zullen wellicht de vermindering kunnen genieten van de belasting voorzien bij artikel 2 der wet tot heffing van eene belasting op de openbare vertooningen en vermakelijkheden.

De Middenafdeeling was van meening dat in het eerste artikel diende te worden bepaald : « beneden den *vollen ouderdom* van 16 jaar » en dat artikel 2 zou moeten luiden als volgt :

ART. 2.

« Het verbod, vervat in het vorig artikel, is niet van toepassing op bioscopen, waar uitsluitend worden vertoond films, *welke door de bij artikel 3 voorziene Commissie zijn toegelaten.* »

» Deze inrichtingen worden aan het publiek bekend gemaakt als zijnde inrichtingen voor familie-voorstellingen. »

In artikel 3, lid 2, stelt de Commissie voor, den tekst te doen luiden : « Zij bestaat uit *vijs personen*, huisvaders of *huismoeders*, bij koninklijk besluit benoemd op voordracht van den Minister van Justitie. »

Wellicht diende men die personen bij voorkeur aan te wijzen onder de kunstenaars, de mannen van wetenschap, de onderwijzers, enz.

Eindelijk, wat betreft de herhaling (art. 4, lid 3), stelt men voor, te zeggen : « in den loop van het vorige jaar » in plaats van : « in den loop der vorige twee jaren ».

De Verslaggever,

LOUIS PIÉRARD.

De Voorzitter,

H. CARTON DE WIART.

